XII 1957

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Agriculture, le 17 octobre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal modifiant, en ce qui concerne la discipline des agents, l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, a donné le 26 novembre 1958 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e oktober 1958 door de Minister van Landbouw verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging, inzake tuchtregelen voor de ambtenaren, van het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek, heeft de 26e november 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à rendre applicables aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts les dispositions du titre X de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, qui règlent la discipline. Le projet écarte, toutefois, l'application des articles du statut qui sont en opposition avec le Code forestier.

Selon une première opinion, le statut du 2 octobre 1937 serait, par lui-même, applicable aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts, sous la seule réserve des dérogations résultant des dispositions légales particulières contenues dans le Code forestier. Cette théorie se fonde sur un passage du rapport de M. CAMU, où l'on trouve exposée la thèse qui vient d'être indiquée (1). Elle se fonde aussi sur les termes très généraux par lesquels l'article 1er du statut du 2 octobre 1937 définit l'agent de l'Etat.

Si on se rallie à cette théorie, le projet serait juridiquement superflu. Comme les autres titres du statut du 2 octobre 1937, le titre X relatif à la discipline serait applicable de plein droit aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts.

.../...

---

(1) "Premier rapport sur la réforme administrative. LE STATUT DES AGENTS DE L'ETAT", par Louis CAMU.

Quant aux dispositions particulières qui ont été établies en matière de discipline pour les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts non par la loi, mais par l'article 10 de l'arrêté du 10 septembre 1886, elles seraient considérées comme n'étant plus applicables depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 octobre 1937.

Selon une autre opinion, le Roi n'aurait pas entendu soumettre au régime de droit commun établi par le statut du 2 octobre 1937, les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts pour lesquels plusieurs articles du Code forestier fixent des règles spéciales.

Il a même été mis en doute que le Roi ait compétence pour fixer le statut de ceux de ces agents dont la nomination est confiée par la loi au Ministre, à savoir les arpenteurs forestiers, les brigadiers, les gardes des bois de l'Etat (Code forestier, article 6), les gardes des bois des communes et des établissements publics (ibidem, article 7). Faisant valoir qu'à l'autorité investie du pouvoir de nommer des agents appartient le pouvoir de fixer leur statut par des dispositions de caractère réglementaire, certains ont semblé soutenir que le Ministre de l'Agriculture, compétent pour faire les nominations, était seul qualifié pour établir les dispositions statutaires applicables aux catégories de préposés énumérées ci-dessus.

En réalité, c'est à tort que l'on a contesté le pouvoir du Roi de fixer le statut de toutes les catégories d'agents et préposés de l'Administration

des eaux et forêts. Il ne suffit pas, en effet, que la loi attribue au Ministre le pouvoir de nommer des agents pour qu'on puisse en déduire qu'elle enlève au Roi et réserve au Ministre le pouvoir de fixer leur statut. Ce serait mal comprendre la jurisprudence du Conseil d'Etat relative au fondement du statut des agents de l'Etat que d'y voir l'affirmation que le pouvoir de fixer le statut des agents appartient toujours et nécessairement à la même autorité que celle qui a le pouvoir de les nommer. Le Conseil d'Etat a déclaré que le pouvoir de nommer aux emplois d'administration générale , conféré au Roi par l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, impliquait le pouvoir de fixer le statut des agents. Si le Conseil d'Etat a pu adopter cette solution, c'est que l'article 66, alinéa 2, est une des dispositions de la Constitution par lesquelles le Congrès national a entendu reconnaître une grande indépendance au pouvoir exécutif pour l'organisation de ses services. On ne peut attribuer une portée comparable à l'article 126 de la loi provinciale, qui confie au gouverneur de la province compétence pour nommer les agents des gouvernements provinciaux (Conseil d'Etat, 12 décembre 1957, n° 5914, VIe),ni non plus aux articles 6 et 7 du Code forestier, qui confient au Ministre sous l'autorité duquel est placée l'Administration des eaux et forêts, compétence pour nommer les diverses catégories de préposés de cette Administration. Il s'agit là de simples mesures de déconcentration. On ne pourrait donc invoquer les principes généraux de notre droit administratif pour contester au Roi le pouvoir de fixer le statut de

.../...

tous les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts. On le pourrait d'autant moins que ce pouvoir peut être directement fondé sur l'article 4 du Code forestier; aux termes de cet article : "L'organisation de l'Administration forestière, le mode de nomination de ses agents et préposés ...seront réglés par arrêté royal ...".

Si la compétence du Roi pour fixer le statut des agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts doit être admise, il reste à déterminer si le Roi a entendu soumettre au statut des agents de l'Etat les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts et si l'arrêté du 2 octobre 1937 leur est applicable de plein droit. On a pu soutenir la thèse contraire en invoquant l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 1953 (DUMONT, n°2532, IIIe) et certains des considérants de cet arrêt.

Même si on admet, conformément à la première théorie exposée, que le statut du 2 octobre 1937 est applicable aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts, sauf dérogations résultant des dispositions spéciales contenues dans le Code forestier, on peut hésiter lorsqu'il s'agit de déterminer l'étendue exacte de ces dérogations.

Dès lors, en présence de toutes ces incertitudes, il semble difficile de considérer le projet comme dépourvu d'utilité. Le Gouvernement veut, à juste titre, accorder en matière de discipline les mêmes

.../...

garanties aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts qu'aux agents de l'Etat. Il semble préférable qu'il assure ces garanties au moyen d'un texte exprès, comme celui qui est contenu à l'article 1er du projet.

\+

\+ \+

Le projet règle exclusivement la discipline. Or, les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts sont privés, en d'autres matières encore, des garanties maintenant généralement accordées aux agents des services publics; il suffit de citer, par exemple, les matières de l'avancement et du signalement. Il se recommande donc de fixer un statut complet pour les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts soit en faisant des renvois au statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937, soit en établissant des dispositions particulières. Le fonctionnaire désigné a signalé que telle était l'intention du Gouvernement et qu'un projet a déjà été élaboré.

Les dispositions du projet semblent ainsi destinées à être reprises dans un statut des agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts. Il serait utile d'énoncer au préambule de l'arrêté que celui-ci est pris dans l'attente d'un statut complet, afin de justifier le caractère fragmentaire des dispositions qu'il contient.

Par ailleurs, la manière dont le projet énonce quelles seront les règles applicables aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts en matière de discipline appelle une observation. L'article 1er porte que : "Les dispositions du titre X de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1953, sont applicables aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts, pour autant qu'elles ne soient pas en opposition avec celles du Code forestier". Or, on peut hésiter au sujet de l'étendue exacte des dérogations résultant du Code forestier ou sur la manière dont il faut combiner les règles fixées par ce Code et celles qui sont fixées par le statut des agents de l'Etat. Il serait plus clair de reprendre dans le texte même de l'arrêté les règles spéciales qui résultent des dispositions, peu nombreuses au demeurant, que contient le Code forestier au sujet de la discipline des agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts.

\+

\+ +

La présentation générale du projet appelle aussi une observation.

L'arrêté royal du 20 décembre 1854, qui pourvoit à l'exécution du Code forestier, contient, en son titre premier, des dispositions relatives aux

droits et obligations des agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts. Dès lors, il serait plus logique de concevoir les arrêtés relatifs au statut de ces agents et préposés non comme des arrêtés ihdépendants, mais comme des arrêtés modifiant le titre premier de l'arrêté royal du 20 décembre 1854. Si cette solution se recommande moins impérieusement pour un arrêté qui, comme le projet, n'a qu'un caractère fragmentaire et provisoire, elle s'imposerait pour un arrêté qui tendrait à doter les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts d'un statut complet.

\+

\+ \+

Reste à examiner la disposition abrogatoire énoncée à l'article 2 du projet.

L'article 2, a, abroge, en premier lieu, l'article 27 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854. Or, cet article ne traite pas principalement de la discipline, mais des devoirs des agents : il leur défend d'accepter des "cadeaux, récompenses ou rétributions pour opérations ou services inhérents à leurs fonctions". Dès lors, il serait plus logique de n'abroger l'article 27 précité que lorsqu'une disposition du statut des agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts aura énoncé en des termes nouveaux une interdiction semblable ou rendu expressément applicable à ces agents et préposés l'article 10 du statut des agents de l'Etat. Sous

réserve de l'observation faite au sujet de la version néerlandaise, il suffirait de modifier l'article 27 de l'arrêté du 20 décembre 1854 en vue de remplacer les mots "sous peine de suspension ou de destitution suivant la gravité des cas" par les mots : "sous peine d'une sanction disciplinaire". Cette modification de l'article se justifie. En effet, le terme "destitution" n'est pas adéquat, puisque l'article 77 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts, prévoit comme peines disciplinaires les plus graves non pas "la destitution", mais "9° la démission d'office" et "10° la révocation". D'autre part, alors que l'article 27 précité de l'arrêté du 20 décembre 1854, en cas d'acceptation par un agent ou un employé de cadeaux en raison de ses fonctions, imposait d'infliger soit la peine de suspension, soit la peine de destitution, le Gouvernement entend maintenant, comme l'a expliqué le fonctionnaire désigné, rendre un pouvoir d'appréciation plus complet à l'autorité disciplinaire et lui permettre de choisir toute peine qu'elle estime proportionnée à la gravité du cas.

L'article 2, a, du projet abroge, en second lieu, l'article 28 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854. Or, cet article a déjà été implicitement abrogé par l'article 10 de l'arrêté royal du 10 septembre 1886, qui l'a remplacé. Il n'y a donc pas lieu de faire mention, à l'article 2, a, du projet, de l'article 28 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854.

\+

\+ \+

.../...

Il n'existe pas de version néerlandaise ayant force obligatoire pour l'ensemble de l'arrêté du 20 décembre 1854. Pour ce motif, le Conseil d'Etat ne peut se borner à proposer une modification partielle de l'article 27 et doit présenter, pour cet article, un texte complet établi dans chacune des deux langues nationales.

Il n'y a pas lieu de viser l'avis du conseil du personnel, "la compétence d'un comité de consultation syndicale (étant) exclusive de celle des conseils du personnel", aux termes de l'article 7, § 5, de l'arrêté royal du 20 juin 1955.

L'accord du Premier Ministre n'est pas requis par une disposition réglementaire. Il est normal,dès lors,d'omettre la mention de cet accord.

\+

\+ \+

Le projet appelle aussi des observations de forme qui sont indiquées dans le texte proposé ci-après.

Arrêté royal modifiant,en ce qui concerne la discipline des agents, l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier.

...

...

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment les articles 4, 5, 6 et 8;

.../...

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment le titre X, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1953;

Considérant qu'en attendant l'établissement d'un statut complet pour les agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts, il s'impose d'accorder à ceux-ci des garanties plus complètes en matière de discipline;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale, donné le 21 février 1958:

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

....

Article 1er.-

L'article 27 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854 est remplacé par la disposition suivante :

"Il est défendu aux agents et employés forestiers de tout grade d'accepter des cadeaux, récompenses ou rétributions en numéraire ou autrement, de rien exiger ni recevoir des communes, des établissements publics, des adjudicataires, entrepreneurs ou autres particuliers, pour opérations ou services inhérents à leurs fonctions, sous peine d'une sanction disciplinaire, sans préjudice des peines prononcées par le Code pénal".

.../...

Article 2.-

Il est inséré dans l'arrêté royal du 20 décembre 1854, à la place de l'article 28 abrogé par l'article 10 de l'arrêté royal du 10 septembre 1886, un nouvel article 28 rédigé comme suit :

"Article 28. - Les dispositions du titre X de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat sont applicables aux agents et préposés de l'Administration des eaux et forêts".

... (voir , au sujet des dérogations, les observations contenues dans l'avis) ...

Article 3.-

Est abrogé l'article 10 de l'arrêté royal du 10 septembre 1886 qui fixe l'organisation du personnel des eaux et forêts ".

...

...

Het ontwerp heeft tot doel de bepalingen met betrekking tot de tuchtregeling in titel X van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, toepasselijk te verklaren op ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, met uitzondering echter van de artikelen die in strijd zijn met het Boswetboek.

Volgens een eerste opvatting zou het statuut van 2 oktober 1937 uit zichzelf toepasselijk zijn op ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, behoudens de afwijkingen die volgen uit bijzondere bepalingen van het Boswetboek. Deze theorie steunt op een passus uit het verslag van de Heer Camu, waarin dezelfde stelling wordt uiteengezet (1). Zij steunt ook op de zeer algemene bewoordingen waarmede artikel 1 van het statuut van 2 oktober 1937 een definitie geeft van "Rijksambtenaar".

Een dergelijke opvatting zou het ontwerp juridisch overbodig maken. Zoals de overige titels van het statuut van 2 oktober 1937, zou titel X betreffende de tuchtregeling van rechtswege toepasselijk zijn op ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen. De bijzondere bepalingen terzake van de tucht, die voor ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen zijn ingevoerd, niet door de wet maar door artikel 10 van het besluit van 10 september 1886, zouden dan worden geacht geen toepassing meer te vinden sedert de inwerkingtreding van het besluit van 2 oktober 1937.

.../...

---

(1) "Premier rapport sur la réforme administrative. LE STATUT DES AGENTS DE L'ETAT", door Louis Camu.

Volgens een andere opvatting zou de Koning niet de bedoeling hebben gehad de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, voor wie verschillende artikelen van het Boswetboek bijzondere regels vaststellen, aan de door het statuut van 2 oktober 1937 ingevoerde gemeenrechtelijke regeling te onderwerpen.

Er is zelfs twijfel gerezen over de vraag of de Koning bevoegd is tot het vaststellen van het statuut van die personeelsleden wier benoeming door de wet aan de Minister is opgedragen, namelijk landmeters van het bosbeheer, brigadiers, wachters van de Rijksbossen (Boswetboek, artikel 6), wachters van de bossen van gemeenten en openbare instellingen (ibidem, artikel 7). Onder aanvoering dat de benoemende overheid ook bevoegd is om het personeelsstatuut in reglementsbepalingen vast te stellen, schijnen sommigen te hebben willen aantonen, dat alleen de Minister van Landbouw, die in dit geval immers de benoemende overheid is, de statuutregelen kan vaststellen ten aanzien van de hiervoren genoemde categorieën van aangestelden.

In feite is 's Konings bevoegdheid om het statuut van alle categorieën van ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen vast te stellen, ten onrechte betwist. Het is immers niet voldoende dat de wet de Minister machtigt tot het benoemen van ambtenaren, opdat daaruit kan worden afgeleid dat zij de bevoegdheid om hun statuut vast te stellen aan de Koning ontneemt en aan de Minister toekent. Men zou de rechtspraak van de Raad van State met betrekking tot de rechtsgrond van het statuut van het Rijkspersoneel verkeerd begrijpen, indien men daarin de stelling

/.....

bevestigd zag, dat de bevoegdheid om het statuut van ambtenaren vast te stellen steeds en noodzakelijk aan de benoemende overheid toekomt. De Raad van State heeft verklaard, dat de aan de Koning krachtens artikel 66, tweede lid, van de Grondwet toegekende macht om de ambtenaren bij het algemeen bestuur te benoemen, het recht insluit het statuut van het personeel vast te stellen. Tot deze oplossing is de Raad van State kunnen komen omdat artikel 66, tweede lid, een der grondwetsbepalingen is waardoor het Nationaal Congres aan de uitvoerende macht een grote zelfstandigheid heeft willen toekennen voor het inrichten van haar diensten. Een soortgelijke strekking kan niet worden toegeschreven aan artikel 126 van de provinciale wet, hetwelk de provinciegouverneur machtigt tot het benoemen van de ambtenaren van het provinciaal gouvernement (Raad van State, 12 december 1957, nr 5914 VIe), nochaan de artikelen 6 en 7 van het Boswetboek, die de Minister onder wiens gezag het Bestuur van waters en bossen is geplaatst, machtigen tot het benoemen van de verschillende categorieën van aangestelden van dit Bestuur. Het betreft hier alleen maatregelen met het oog op deconcentratie. Op de algemene beginselen van ons administratief recht kan men zich dus niet beroepen als men 's Konings bevoegdheid tot het vaststellen van het statuut van alle ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen wil betwisten, des te minder daar die bevoegdheid rechtstreeks kan worden gegrond op artikel 4 van het Boswetboek : "De inrichting van het bosbeheer, de wijze van benoeming van zijn ambtenaren en aangestelden ... worden geregeld bij koninklijk besluit ...".

.../...

Aangenomen dat de Koning bevoegd is om het statuut van ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen vast te stellen, blijft nog de vraag of de Koning hen aan het statuut van het Rijkspersoneel heeft willen onderwerpen, en of het besluit van 2 oktober 1937 van rechtswege op hen toepasselijk is. Het tegendeel kon worden beweerd op grond van het arrest van de Raad van State van 5 juni 1953 (Dumont, nr 2532, IIIe Kamer) en van sommige consideransen van dit arrest.

Zelfs als men, volgens de eerst uiteengezette opvatting, aanvaardt, dat het statuut van 2 oktober 1937, behoudens afwijkingen die het gevolg zijn van bijzondere bepalingen van het Boswetboek, toepassing vindt op ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, dan nog is aarzeling mogelijk wanneer het zaak wordt de omvang van die afwijkingen nauwkeurig te bepalen.

Al deze onzekerheden maken dat het ontwerp bezwaarlijk als overbodig kan worden beschouwd. Terecht wil de Regering de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen terzake van tucht dezelfde waarborgen geven als het Rijkspersoneel. Voor het verzekeren van die waarborgen lijkt een stellige tekst als die van artikel 1 van het ontwerp verkieslijk.

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp regelt alleen de tucht. Ook op andere gebieden echter hebben de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen niet dezelfde waarborgen als thans algemeen aan het personeel der openbare diensten zijn toegekend, bijvoorbeeld inzake bevordering en signalement. Het verdient dus aanbeveling voor de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen een volledig statuut vast te stellen, ofwel door verwijzing naar het statuut van het Rijkspersoneel d.d. 2 oktober 1937, ofwel door invoering van bijzondere bepalingen. Volgens de gemachtigde ambtenaar is de Regering voornemens dit te doen en heeft zij een ontwerp klaar.

De bepalingen van het ontwerp schijnen dus te zijn bestemd om te worden opgenomen in een statuut van de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, Ter verantwoording van het fragmentarisch karakter der bepalingen, ware het raadzaam in de aanhef te vermelden, dat het besluit vastgesteld is in afwachting van een volledig statuut.

Over de wijze waarop in het ontwerp wordt gezegd welke regels inzake tucht toepassing vinden op de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, is overigens een opmerking te maken. Luidens artikel 1 zijn de bepalingen van titel X van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het

.../...

Rijkspersoneel, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1953, toepasselijk op de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, voor zover zij niet strijdig zijn met die van het Boswetboek. Er is echter aarzeling mogelijk omtrent de juiste omvang van de afwijkingen die het gevolg zijn van de bepalingen van het Boswetboek en over de wijze waarop de regels van het Wetboek met die van het statuut van het Rijkspersoneel in verband moeten worden gebracht. Alles zou veel duidelijker zijn, indien in de tekst zelf van het besluit de bijzondere regels werden opgenomen welke voortvloeien uit de overigens weinig talrijke bepalingen van het Boswetboek in verband met de tuchtregeling ten aanzien van ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen

\+

\+ \+

Over de algemene inkleding van het ontwerp is ook een opmerking te maken.

Titel I van het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek, bevat bepalingen in verband met de rechten en plichten van ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen. Het ware dus logischer, de besluiten betreffende het statuut van die ambtenaren en aangestelden niet als zelfstandige besluiten, maar als besluiten tot wijziging

.../...

van titel I van het koninklijk besluit van 20 december 1854 op te vatten. Is zulk een werkwijze minder noodzakelijk voor een fragmentarisch en voorlopig besluit als het onderhavige, zij is het wel voor een besluit dat de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen een volledig statuut verschaft.

+

\+ +

Blijft nog te onderzoeken de opheffingsbepaling van artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 2, a, heft in de eerste plaats artikel 27 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 op. Dit laatste artikel nu handelt niet hoofdzakelijk over de tucht, maar over de plichten van ambtenaren : het verbiedt hun "geschenken, beloningen of vergoedingen te aanvaarden voor verrichtingen of diensten in verband met hun ambt". Het ware dan ook beter dit artikel 27 eerst dan op te heffen, wanneer een uitdrukkelijke bepaling van het statuut der ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen in nieuwe bewoordingen een soortgelijk verbod zal hebben opgelegd, of uitdrukkelijk zal hebben bepaald dat artikel 10 van het statuut van het Rijkspersoneel op die ambtenaren en aangestelden toepassing vindt. Onder voorbehoud van de opmerking

.../...

betreffende de Nederlandse tekst, zou het voldoende zijn artikel 27 van het besluit van 20 december 1854 te wijzigen om de woorden "sous peine de suspension ou de destitution suivant la gravité des cas" te vervangen door de woorden "sous peine d'une sanction disciplinaire". Deze wijziging van het artikel is verantwoord. De term "destitution" is immers niet gepast,vermits artikel 77 van het statuut van het Rijkspersoneel, hetwelk toepasselijk is op ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, als zwaarste tuchtstraf in de Franse tekst niet "la destitution" vermeldt, maar "9° la démission d'office" ("het ontslag van ambtswege") en "10° la révocation" ("de afzetting"). Terwijl, anderzijds, het reeds genoemde artikel 27 van het besluit van 20 december 1854 voorschreef , dat een ambtenaar of een beambte die uit hoofde van zijn ambt geschenken aanvaardde, moest worden geschorst of afgezet, wil de Regering thans, volgens de toelichting van de gemachtigde ambtenaar, aan de tuchtoverheid een ruimere beoordelingsbevoegdheid opdragen en haar machtigen elke straf te kiezen welke zij oordeelt in verhouding te zijn tot de ernst van het geval.

In de tweede plaats heft artikel 2, a, van het ontwerp, artikel 28 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 op. Dit artikel is echter reeds impliciet opgeheven, want vervangen door artikel 10 van het koninklijk besluit van

.../...

10 september 1886. Artikel 28 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 hoeft dus niet te worden vermeld in artikel 2, a, van het ontwerp.

\+

\+ +

Er bestaat geen rechtsgeldige Nederlandse tekst van het besluit van 20 december 1854 in zijn geheel. De Raad van State kan zich dan ook niet bepalen tot het voorstellen van een gedeeltelijke wijziging van artikel 27 en moet voor dit artikel een volledige tekst in beide landstalen voorstellen.

Er is geen reden om te verwijzen naar het advies van de personeelsraad. Luidens artikel 7, § 5, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 sluit "de bevoegdheid van een syndicale raad van advies deze van de personeelsraden uit".

Geen verordenende bepaling schrijft het akkoord van de Eerste-Minister voor. Het is dan ook normaal dat die vermelding wegvalt.

\+

\+ +

Ook over de vorm van het ontwerp zijn opmerkingen te maken. Zij blijken uit de hierna voorgestelde tekst.

Koninklijk besluit tot wijziging, inzake tuchtregelen voor de ambtenaren, van het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek.

...

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op titel X, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1953;

Overwegende dat, in afwachting dat voor ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen een volledig statuut wordt vastgesteld aan betrokkenen volledige waarborgen inzake tucht moeten worden verleend;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van 21 februari 1958;

Gelet op het advies van de Raad van State;

...

...

Artikel 1.-

Artikel 27 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Op straffe van tuchtmaatregel en onverminderd de in het Strafwetboek gestelde straffen, is het ambtenaren en beambten van het bosbeheer van iedere graad

.../...

verboden, voor verrichtingen of diensten in verband met hun ambt geschenken, beloningen of geldelijke of andere vergoedingen te aanvaarden, of iets te vorderen of te ontvangen van gemeenten, openbare instellingen, aannemers bij toewijzing, aannemers of andere particulieren".

Artikel 2.-

In het koninklijk besluit van 20 december 1854 wordt in de plaats van artikel 28, opgeheven bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 september 1886, een nieuw artikel 28 ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Artikel 28.- De bepalingen van titel X van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel zijn toepasselijk op de ambtenaren en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen".

...(Zie, in verband met de afwijkingen, de opmerkingen in het advies)...

Artikel 3.-

Artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 september 1886 houdende organisatie van het personeel van waters en bossen wordt opgeheven.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,

Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.